

[Texte]

The milk industry is a good example of this. I want to ask what the Minister intends to do about this fairly obvious problem. In my area the fluid milk price is the highest in Ontario and it runs around \$8.25, or something in that range, per hundredweight. That means that the farmer is getting slightly over 20 cents. The price of the retailer in that area runs as high as 45 cents a quart. There is a totally unreasonable profit between the farmer's price and the price the consumer pays. The damn distribution of milk is not that complicated or expensive, and yet in Kirkland Lake milk is selling at four quarts for \$1.55, of which the farmer gets approximately \$1. That should be 80 cents. I added an extra quarter. That is almost 100 per cent that the distribution is getting in that field.

Then we have people like the Plum Hollow Cheese Factory coming to us and saying that under the national policy they cannot get enough milk. This is a fact; there just is not enough milk, and it is going to get worse, not better. It does not get worse because of the amount of money that the farmer gets, it gets worse at the level where we are losing the production.

I agree with your statement that in almost all agricultural products there is a world shortage and that we should be in a very good position, but it seems to me and I think it is beginning to appear to the farmer that he is going to have to get a better system and the government in some way is going to have to help him with that distribution system.

Mr. Whelan: Yes. I am sure you are aware of the fact that federally we do not have much to do with fluid milk.

Mr. Peters: The pooled milk all goes to the same place. You do not have any milk in Ontario that the Ontario Milk Board does not handle. It is all very well to say that that is a provincial responsibility, but the Ontario government owns every pound of milk in the Province of Ontario.

Mr. Whelan: They have the authority to regulate prices in Ontario.

Mr. Peters: But they own the milk.

Mr. Whelan: I want to clarify . . .

Mr. Peters: When it goes in my brother's milk tank it belongs to the provincial government. He cannot sell it, he can hardly take it out for his own use; it belongs to the government.

Mr. Whelan: I stated earlier that different provinces have different programs. As a federal minister it is hard to equalize those and I think that is probably part of my responsibility. However, I want to clarify something you stated earlier. Did you say that I said we had to have a cheap food policy?

Mr. Peters: No. You give the impression that in Canada there has been the advantage of a cheap food policy, and I think you are right. I have no objection to this except that in my opinion if we are going to have it, then somebody is going to have to subsidize food and it cannot always be the farmer and it cannot always be the consumer. Some of that subsidization is going to have to rest on somebody

[Interprétation]

nent leur métier, qui n'est plus pratiqué que par un nombre réduit de personnes.

L'industrie laitière est un bon exemple de cette évolution. Je voudrais demander au Ministre ce qu'il entend faire à propos de ce problème bien évident. Dans ma région, le prix du lait liquide est le plus élevé de l'Ontario et ce chiffre autour de \$8.25 le quintal, ou quelque chose du genre, ce qui veut dire que l'agriculteur obtient un peu plus que 20c. Le prix au détail peut-il être aussi élevé que 45c. la pinte. Il existe une marge beaucoup trop importante entre le prix que demande l'agriculteur et celui que paie le consommateur. Le circuit de distribution du lait n'est pas si compliqué ou si cher que cela, et pourtant, à Kirkland Lake, le lait se vend à \$1.55 le gallon, dont le fermier retire environ \$1.00. Cela devrait être 80c. J'ai ajouté 25c. de plus. Le circuit de distribution absorbe donc presque 100 p. 100.

Après, il y aura des gens comme ceux de la Fabrique de fromage de Plum Hollow qui viendront nous dire qu'ils n'obtiennent pas assez de lait en vertu de notre politique nationale. C'est un fait; il n'y a pas assez de lait, et la situation ne va pas s'améliorer, mais plutôt empirer. Elle n'empire pas maintenant en raison des montants que reçoivent les agriculteurs, mais elle se dégrade au niveau de la production.

Je suis d'accord avec vous pour dire qu'il y a une pénurie mondiale de presque tous les produits agricoles et que nous devrions nous considérer comme étant en très bonne position, mais à mon avis, les agriculteurs commencent à s'apercevoir qu'il leur faudra un meilleur système et que le gouvernement va devoir les aider au niveau du réseau de distribution.

M. Whelan: Oui, je suis certain que vous vous rendez compte qu'au niveau fédéral, nous n'avons pas grand-chose à voir avec le lait liquide.

M. Peters: Le lait liquide passe toujours par la même filière. Il n'y a pas de lait en Ontario, qui ne passe pas par la Commission du lait de l'Ontario. C'est très bien de dire qu'il s'agit d'une responsabilité fédérale, mais le gouvernement de l'Ontario possède tout le lait qui est produit dans la province.

M. Whelan: Il a le droit de réglementer les prix en Ontario.

M. Peters: Mais il possède tout le lait.

M. Whelan: J'aimerais clarifier . . .

M. Peters: Lorsqu'il se trouve dans le réservoir de mon frère, le lait appartient au gouvernement provincial. Il ne peut pas le vendre, il peut à peine en prélever pour son propre usage, il appartient au gouvernement.

M. Whelan: J'ai dit plus tôt que différentes provinces avaient divers programmes. Il m'est difficile, à titre de Ministre fédéral, de rendre ces programmes égaux, et il s'agit sans doute d'une partie de mes responsabilités. Je tiens cependant à mettre au clair une chose dont vous avez parlé tout à l'heure. N'avez-vous pas dit que j'ai déclaré que nous devions pratiquer une politique des prix alimentaires réduits?

M. Peters: Non. Vous donnez l'impression que le Canada a profité d'une politique de réduction des prix alimentaires, et je pense que vous avez raison. Cela ne me dérange pas, sauf qu'à mon avis, si une telle politique doit s'appliquer, quelqu'un doit subventionner les produits alimentaires, et ce ne peuvent toujours être les agriculteurs ou les consommateurs. Une partie de ces subventions devra pro-